

**Unité bidépartementale
Eure Orne**

Nos références : 61 / 2022 – 128

Alençon, le 11 août 2022

Tél : 02 33 32 50 93

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



AUGROS COSMETIC PACKAGING

ZA LA BRUYERE - BP 16
LE THEIL SUR HUISNE
61260 VAL AU PERCHE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement AUGROS COSMETIC PACKAGING implanté ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 VAL AU PERCHE. L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cet établissement fait l'objet de nombreuses plaintes de riverains, depuis plusieurs années et de façon récurrente, en raison de nuisances olfactives et de retombées de vernis. Une étude odeur de la zone industrielle est en cours avec AtmoNormandie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUGROS COSMETIC PACKAGING
- ZA LA BRUYERE - BP 16 LE THEIL SUR HUISNE 61260 VAL AU PERCHE
- Code AIOT dans GUN : 0005302487
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Augros cosmetic packaging (anciennement MSV) est spécialisée dans la fabrication d'accessoires de conditionnement de produits cosmétiques.

Le site du Val-au-Perche est spécialisé dans la décoration de pièces en plastique par laquage et métallisation sous vide. Les pièces en plastique sont des éléments constitutifs rentrant dans la fabrication de flacons de parfum et d'accessoires de produits cosmétiques. Il n'y a aucune transformation de pièces en plastique sur le site ou activité de remplissage des emballages fabriqués, celles-ci sont uniquement décorées.

Le site est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2940 (application, cuisson, séchage de vernis peinture, apprêt, etc.) de la nomenclature des installations classées. Pour exercer ses activités, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 2018 demeure en vigueur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Cette inspection porte sur la thématique AIR, afin de vérifier le niveau des émissions atmosphériques du site :

- vérification du respect des Valeurs Limites d'émissions (VLE) en sortie cheminée ;
- respect des engagements de l'exploitant en termes de niveau de réduction des niveaux d'émissions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant n'a pas répondu aux demandes formulées dans le rapport de l'inspection du 15 septembre 2020 malgré plusieurs relances. D'une façon générale, ces cinq dernières années, les réponses apportées restent partielles et incomplètes. Les demandes suivantes sont notamment restées sans réponse : transmission d'un compte-rendu d'incident suite au rejet intempestif de particules de peinture le 5 février 2019, la justification du respect de l'émission annuelle cible (EAC) de 0,856 kg COV/kg ES depuis 2018, information sur la modification des dispositifs épuratoires des lignes de peinture et justification de l'efficacité de ces modifications apportées en 2020. De même, la réponse au courrier de l'inspection des installations classées du 22 novembre 2021 concernant les émissions atmosphériques du site est restée partielle.

L'inspection des installations classées attend une réponse sur les points précités dans un délai de 1 mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Schéma de maîtrise des émissions	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 3.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Autosurveillance des émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 10.2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 10.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 5.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Rétention	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article chapitre 8.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 2.1.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 3.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté un plan d'investissement visant à réduire les émissions en composés organiques volatils (COV), dont certaines actions importantes sont en cours de déploiement (suppression de la chaîne Base tradi et remplacement partiel de la chaîne UV3 par une nouvelle chaîne UV6). Toutefois, le niveau d'émission annuel cible fixé à 0,856 kg COV / kg d'extrait sec n'est pas respecté. Le respect de ce niveau d'émission nécessite de mettre en place des techniques de traitement ou de procéder à une substitution de certains produits émissifs en composés organiques volatils (COV) pour réduire les émissions à la source. Il constitue un régime dérogatoire au respect des valeurs limites d'émission fixées pour chacun des émissaires de rejet.

L'atteinte de l'EAC est prévue en 2025.

L'autosurveillance des émissions de composés organiques volatiles (COV) met en évidence que 5 émissaires représentent près de 90% des émissions. Sur ces émissaires, la concentration en COV dépasse la valeur limite prescrite par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018.

L'exploitant doit transmettre un plan d'action ambitieux et détaillé sur les gains environnementaux obtenus et escomptés, dans un délai de trois mois, visant à respecter les valeurs limites d'émission réglementaires (proposition de mise en demeure). En fonction du plan d'action qui sera présenté pour respecter l'EAC, l'inspection des installations classées examinera l'opportunité d'accorder la poursuite du régime dérogatoire lié au schéma de maîtrise des émissions (SME).

L'autosurveillance réalisée pour les poussières n'est pas effectuée sur les conduits des cheminées n°3, 4, 7, 8, 10, 11, 12, 15, 16, 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 (proposition de mise en demeure - délai 1 mois). Un programme d'entretien est également à mettre en place afin de s'assurer de l'absence d'accumulation de poussières dans les conduits, susceptible de générer des relargage intempestifs.

Les résultats de la surveillance des émissions atmosphériques ne sont pas accompagnés d'une interprétation et d'un plan d'actions correctives (proposition de mise en demeure - délai 3 mois).

Les fûts et IBC contenant des déchets liquides situés hors zone de rétention doivent être placés sur rétention dûment dimensionnée (proposition de mise en demeure - délai 15 jours).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, COV - PGS
Prescription contrôlée : l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties des installations concernées. L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe des actions visant à réduire leur consommation. Cette transmission doit être effective avant le 31 mars de l'année qui suit.
Constats : L'exploitant transmet annuellement son plan de gestion des solvants au travers de la déclaration GEREPP conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Schéma de maîtrise des émissions (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, COV - SME
<p>Prescription contrôlée : Les installations de revêtement font l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils validé.</p> <p>Le respect du schéma de maîtrise des émissions garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Son application permet de déroger aux valeurs limites fixées ci-dessus pour ces installations.</p> <p>[...] L'émission annuelle de référence retenue est 169 tonnes de COV pour l'année de référence 2003. L'émission annuelle cible définie (EAC) est $EAC = 0,856 \text{ kg de COV émis par kg d'extrait sec utilisé}$.</p> <p>On entend par "extraits secs" toutes les substances présentes dans le revêtement qui deviennent solides après évaporation de l'eau ou des composés organiques volatils.</p> <p>Le contrôle des objectifs de réduction des émissions de COV [i.e EAC] s'effectue au moyen du plan de gestion des solvants.</p> <p>Constats : Dans le cadre de la préparation de cette inspection, l'exploitant a transmis le schéma de maîtrise des émissions (SME) en composés organiques volatils (COV) relatif aux années 2017 à 2021. L'exploitant effectue un bilan massique des solvants mis en oeuvre sur les différentes chaînes d'application de vernis et peinture. A noter qu'aucun solvant contenant des COV à mention de danger spécifique (type CMR) n'est mis en oeuvre. L'exploitant s'appuie sur le plan de gestion de solvant (PGS) et effectue son SME pour l'ensemble du site.</p> <p>L'examen des documents met en évidence que l'exploitant ne respecte pas le niveau d'émission annuel cible (EAC) fixé à 0,856 kgCOV/kgES (extrait sec) (Non-conformité 2022-01). L'extrait sec est la part de peinture / vernis qui reste sur le support après évaporation du solvant et de l'eau. EAC 2019 = 2,053 kgCOV/kgES EAC 2020 = 1,751 kgCOV/kgES EAC 2021 = 1,740 kgCOV/kgES</p> <p>Le SME n'est pas accompagné d'éventuelles mesures prévues permettant de respecter l'EAC.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection, son plan d'investissement qui a pour objectif de respecter l'EAC à horizon 2025, comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise à l'arrêt progressive de l'unité de vernis base solvant (dite base Traditionnelle avec son sécheur) en juin 2022 ; - la mise en place d'une nouvelle ligne de laquage / vernissage UV6, destinée à remplacer la ligne UV3 qui sera alors dédiée aux productions non automatisables (10% en fonctionnement attendu en 2023) ; - la mise en place progressive d'une substitution des peintures à bases solvantées par des bases aqueuses, - l'homologation prioritaire de gammes à base de vernis à haut extrait sec (base et finition) pour les nouveaux produits et les produits à forts volumes en réassort. <p>A ce jour, le gain environnemental relatif à la mise en oeuvre de ce plan d'investissement n'est pas évalué par l'exploitant. L'inspection demande que l'exploitant transmette le détail des investissements programmés accompagné de l'échéancier de mise en oeuvre pour réduire les émissions de COV en présentant le niveau de performance attendu des installations pour respecter le niveau d'émission annuel cible en COV. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter la disposition 3.2.4 de l'arrêté</p>

préfectoral du 8 octobre 2018. L'exploitant doit proposer un plan d'action de mise en conformité sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 3 : Autosurveillance des émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 10.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance des émissions par mesure
<p>Prescription contrôlée : Des mesures des émissions de COV et de poussières sont effectuées 1 fois par an. Ces mesures concernent les 28 conduits identifiés à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2018.</p> <p>Elles sont effectuées par un organisme qualifié dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Constats : Aucune mesure de surveillance interne n'est effectuée par l'exploitant. L'exploitant fait appel à un laboratoire accrédité COFRAC pour assurer une mesure annuelle des niveaux d'émissions en sortie des émissaires définis par l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral de 2018 pour les paramètres COV et poussières totales.</p> <p>Par ailleurs, un bilan des résultats de la surveillance des émissions de poussières depuis 2016 a été sollicité par courrier du 22 novembre 2021. Ce bilan n'a pas été transmis.</p> <p>L'examen des rapports de mesure concernant les années 2018, 2019, 2020 et 2021 montre que la mesure annuelle des poussières totales n'est pas effectuée sur les conduits de cheminée n°3, 4, 7, 8, 10, 11, 12, 15, 16, 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et l'émissaire de la cabine de l'unité UVS (unité non incluse dans l'arrêté préfectoral mais ayant fait l'objet d'un porter à connaissance de la part de l'exploitant en 2019) (Non-conformité 2022-02).</p> <p>Il est proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant, sous 1 mois de faire procéder à une mesure des niveaux d'émissions en poussière pour les conduits n°3, 4, 7, 8, 10, 11, 12, 15, 16, 19, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et de compléter ces analyses par celle de l'émissaire de la cabine de l'unité UVS afin d'en évaluer la conformité à la VLE fixée à 100 mg/Nm³.</p> <p>L'examen des rapports de mesure concernant les années 2018, 2019, 2020 et 2021 met également en évidence des dépassements réguliers de la VLE en COV fixée à 50 mg/ Nm³ (Cf. Article 3.2.4 de l'arrêté du 8 octobre 2018) pour les émissaires des unités UV2 et UV3 correspondant aux conduits 5, 6, 14, 21 et 22. Il est par ailleurs relevé une dégradation des niveaux d'émission de COV au fil des années :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la cabine 1 de UV2 (conduit n°5), la concentration en COV émis est passée de 76 à 300 mg/Nm³, représentant un flux horaire de près de 2,5 kg ; - pour la cabine 2 de UV2 (conduit n°6), la concentration en COV émis est passée de 140 à 582 mg/Nm³, représentant un flux horaire de 2,8 kg ; - pour la cabine 2 de UV3 (conduit n°21), la concentration en COV émis est passée de 86 à 534 mg/Nm³, représentant un flux horaire de près de 4,1 kg ; - pour la cabine 2 de UV3 (conduit n°22), la concentration en COV émis est passée de 6 à 559 mg/Nm³, représentant un flux horaire de 4 kg. <p>De plus, le niveau d'émission de la cabine 2 de l'unité UV4 (conduit n°14) en COV est passé de 20 mg/Nm³ à 136 mg/Nm³, représentant un flux horaire de 1,5 kg. L'exploitant devra expliquer cette situation au regard de la production associée à cette ligne, mais également aux conditions d'exploitation et d'entretien des équipements épuratoires (voir point de contrôle sur l'exploitation des installations) (Observation 2022-01).</p> <p>Les 5 émissaires correspondant aux cabines UV2, UV3 et UV4 représentent 89,9 % des flux de COV émis par l'usine.</p> <p>L'exploitant prévoit de remplacer certaines installations émettrices de COV au profit de l'implantation de nouvelles unités de vernissage dénommées Sputtring selon un plan d'investissement en cours de déploiement sur le site d'ici à 2028.</p>

Il est rappelé qu'en raison de l'absence de respect de l'EAC, définie dans le schéma de maîtrise des émissions (SME) établi en 2016 et prescrite par l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018 susvisé, et en fonction du plan d'action qui sera présenté par l'exploitant pour respecter l'EAC (non-conformité 2022-01), l'inspection des installations classées examinera l'opportunité d'accorder la poursuite du régime dérogatoire lié au SME. A défaut de régime dérogatoire, les valeurs limites de rejets en COV aux émissaires sont opposables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 4 : Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 10.3.1
Thème(s) : Exploitation des résultats d'autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
Constats : Le plan de gestion des solvants et les résultats de la surveillance des émissions atmosphériques ne sont pas accompagnés d'une interprétation des résultats et des actions correctives associées (Non conformité 2022-03). En particulier, en ce qui concerne les COV, ces résultats ne sont pas mis en perspective au regard de l'émission annuelle cible (EAC) définie par le schéma de maîtrise des émissions (SME) et prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le SME n'est d'ailleurs pas actualisé annuellement à l'occasion de l'élaboration du plan de gestion des solvants et aucun plan d'actions correctives n'est transmis. L'exploitation des résultats de la surveillance des émissions a mis en évidence des incohérences dans la numérotation des conduits de rejets entre l'arrêté préfectoral et les rapports d'autosurveillance, nuisant à l'exploitation des résultats. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter la disposition 10.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2018. L'exploitant doit proposer un plan d'action de mise en conformité sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 5 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 2.1.1
Thème(s) : Entretien des conduits de rejets d'effluents gazeux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">• limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;• limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;• respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après• la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : En ce qui concerne les émissions en poussières, l'étude d'impact de 2016 fait état du fait que les émissions pourraient être liées aux dépôts de vernis et peintures dans les conduits des cheminées (aérosols impactés séchés) qui se détacheraient au passage du flux d'air. Dans un courrier du 22 novembre 2021, l'inspection des installations classées demandait d'indiquer les dispositions prises en termes d'entretien des conduits de rejets, afin d'éviter l'accumulation de poussières et, par voie de conséquence, leur remise en suspension et donc leur rejet.
L'exploitant a indiqué en séance qu'aucun nettoyage des conduits de collecte des effluents gazeux n'était réalisé. L'exploitant doit proposer, sous un mois, un programme d'entretien des conduits de rejet afin de réduire au maximum l'accumulation de poussières dans les conduits et éviter les phénomènes de relargage par entraînement.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, l'entreposage des déchets susceptibles de contenir des produits polluants est réalisée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>[...] L'exploitant est tenu d'évacuer ses déchets régulièrement.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté que les armoires permettant de stocker les déchets dangereux sur rétentions étaient pleines et que l'exploitant stockait 4 IBC d'environ 1000 L et 3 palettes comprenant 4 bidons de 200 L hors rétention (Non-conformité 2022-04). Les produits stockés, sous forme liquide ou produit pâteux, sont majoritairement des huiles usagées et des boues contenant des solvants.</p> <p>La zone de stockage était encombrée en raison notamment d'une activité inhabituelle sur site liée à l'installation des nouvelles lignes de production.</p> <p>Ce constat met en évidence, que la rotation d'enlèvement des déchets est insuffisante au regard des capacités de stockage.</p> <p>Il est proposé à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 5.1.3 sous un délai inférieur à 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 7 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2018, article chapitre 8.4
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : I - tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir 50 % de la capacité totale des réservoirs. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts; - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieures à 800 l.
Constats : 4 IBC d'environ 1000 L et 3 palettes comprenant 4 bidons de 200 L en extérieur ne sont pas placés sur rétention (Non-conformité 2022-05). L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place, sous un délai inférieur à 15 jours, des rétentions sous les contenants susceptibles de générer un écoulement vers les sols et les réseaux de collecte des eaux pluviales du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription